

# Actualité fiscale - Nos sélections au 25 mai 2012

## Articles

1.	Fiscalité des successions transfrontalières en Europe : la recommandation de la Commission, par Pierre Dedieu et Vincent Cohen, Option finance n°1174 du 21 mai 2012, p.20-21.
2.	Contribution exceptionnelle sur les hauts revenus: elle est due pour la première fois sur les revenus de l'année 2011, par Pierre Sappey, Option finance n°1174 du 21 mai 2012, p.22.
3.	La fiscalité des fonds d'investissement, une victoire à la Pyrrhus? par Antoine Colonna D'Istria, Option finance n°1174 du 21 mai 2012, p.23.
4.	Ebitda et dettes financières : des termes à clarifier dans les covenants bancaires, par Xavier Paper, Option finance n°1174 du 21 mai 2012, p.28.
5.	Evaluation des entreprises : des effets pervers de la méthode des multiples dans le cadre d'une transaction, par Pierre Astolfi, Option finance n°1174 du 21 mai 2012, p.29-30.
6.	Pénalités fiscales et non respect de certaines obligations déclaratives : un rescrit peut-il en cacher un autre? par Benjamin Homo, et Yordan Nenkov, Option finance n°1174 du 21 mai 2012, p.31-32.
7.	Rétroactivité des apports partiels d'actif à une société nouvelle, par Delphine Bocquet et Frédéric Danos, Option finance, La lettre gestion des groupes internationaux supplément au n° 1174 du 21 mai 2012, p. 1-2.
8.	Le nouveau régime simplifié de la fusion-absorption d'une filiale dont l'absorbante détient 90% des droits de vote par Gilles Semadeni et Xenia Minic, Option finance, La lettre gestion des groupes internationaux supplément au n° 1174 du 21 mai 2012, p. 2-3.
9.	Le transfert de siège de société au sein de l'Union européenne : opportunités et incertitudes, par Marie Supiot et Emmanuel Raingeard, Option finance, La lettre gestion des groupes internationaux supplément au n° 1174 du 21 mai 2012, p. 4.
10.	Amendement Carrez : un dispositif en voie de clarification? Par Valérie Attias-Assouline et Marc-Olivier Roux, Option finance, La lettre gestion des groupes internationaux supplément au n° 1174 du 21 mai 2012, p. 5.
11.	Apport partiel d'actif par une filiale à sa société mère, par Philippe Durand, et Bruno Thomas, Option finance, La lettre gestion des groupes internationaux supplément au n° 1174 du 21 mai 2012, p. 6-7.

12.	Fusions transfrontalières: quel est le statut du dirigeant d'une société française devenu responsable d'une succursale française? Par Marie-Hélène Chezlemas et Grietje van de Wiel, Option finance, La lettre gestion des groupes internationaux supplément au n° 1174 du 21 mai 2012, p. 7-8.
13.	Les questions soulevées par la publication sur le web des projets de fusions et scissions, par Régis Carral et Frédéric Guénin, Option finance, La lettre gestion des groupes internationaux supplément au n° 1174 du 21 mai 2012, p. 8-9.
14.	Structurez vos opérations d'apports de titres pour optimiser leur traitement comptable et fiscal ! Par Anne-Lyze Blandin et Marie-Amélie Deysine, Option finance, La lettre gestion des groupes internationaux supplément au n° 1174 du 21 mai 2012, p. 9-10.
15.	Réaménagement de la politique de prix de transfert et des engagements contractuels dans le cadre d'une organisation interne/rationalisation du groupe, par Edith Baccichetti et Pierre Escaut, Option finance, La lettre gestion des groupes internationaux supplément au n° 1174 du 21 mai 2012, p. 10-11.
16.	TUP et fusions simplifiées : subsiste-t-il des différences entre leurs régimes juridiques? par Christophe Guénard, Option finance, La lettre gestion des groupes internationaux supplément au n° 1174 du 21 mai 2012, p. 13.
17.	Transferts de fonctions ou d'incorporels et indemnisation interne au groupe : les questions de principe ne doivent pas occulter la valeur économique du supposé transfert, Option finance, La lettre gestion des groupes internationaux supplément au n° 1174 du 21 mai 2012, p. 14-15.
18.	Retenue à la source sur les dividendes versés aux fonds d'investissement étrangers : incompatibilité avec le droit de l'UE (CJUE 10 mai 2012 C-338/11 à C-347/11) , par Séverine Defert, Virginie Louvel, et Emmanuel Raingard de la Blétière, Revue de droit fiscal n°20 du 17 mai 2012, p 3-4.
19.	Apport-cession de titres et abus de droit : la continuité (avis du CAD n°2011-16 et n°2011-17), par Olivier Fouquet, Revue de droit fiscal n°20 du 17 mai 2012, p 5-7.
20.	Le caractère confiscatoire de l'impôt, par David Larbre, Revue de droit fiscal n°20 du 17 mai 2012, p 14-22.
21.	Donation-cession : le civil tient le fiscal en l'état, par Pierre Fernoux et Marc Iwanenko, Revue de droit fiscal n°20 du 17 mai 2012, p.23-32.
22.	Des financements de projets d'associations humanitaires sont déductibles en tant que charges dès lors qu'ils visent à promouvoir l'action de l'entreprise (CE 15 février 2012, min c/ SARL Les Sources) par Patrick Fumenier et Claire Elbaz, Revue de droit fiscal n°20 du 17 mai 2012, p 33-34.
23.	Lieu d'imposition à la TVA d'une prestation de services unique et non divisible consentie à plusieurs preneurs : prise en compte d'une entité économique, même dépourvue de la personnalité morale, distincte des personnes qui la composent (CE 9 février 2012 n° 330852 min c/Sté SF Diffusion), par Vincent Daumat, Revue de droit fiscal n°20 du 17 mai 2012, p 41-45.
24.	Crédits d'impôt et règle du butoir : l'analyse juridique prévaut sur l'approche économique (CAA Versailles 13 décembre 2011 n° 10VE03240 min c/ Crédit Industriel et Commercial, par Regis Torlete et Guillaume-

	Henri Boucheron, Revue de droit fiscal n°20 du 17 mai 2012, p 46-48.
25.	Taxation immédiate, lors du transfert de domicile hors de France, des plus-values en report d'imposition (CGI art 167 1 bis) : 1°. Incompatibilité avec la liberté d'établissement -2° Dégrèvement ne faisant pas obstacle, sous réserve de la prescription, au rétablissement de l'impôt au titre de l'année au cours de laquelle prend fin le report d'imposition (CE 1 <sup>er</sup> février 2012 n°330006 min c/M.et Mme Mathieu), Revue de droit fiscal n°20 du 17 mai 2012, p 49-54.
26.	Conséquences du défaut de mention des voies et délais de recours sur l'acte de poursuite : 1° Incidence sur les délais de recours opposables au contribuable (oui) -2° Incidence sur l'interruption de la prescription de l'action en recouvrement ( non), (CE 12 octobre 2011 n° 211024 et 327962, M. Laskier), Revue de droit fiscal n°20 du 17 mai 2012, p 58-60.
27.	EIRL : régimes comptable et fiscal, Revue fiduciaire comptable n°394 mai 2012 p.21-55.
28.	Les immeubles de placement dans les comptes individuels, Revue fiduciaire comptable n°394 mai 2012 p.11.
29.	Rachats d'actions dans les sociétés non cotées, Revue fiduciaire comptable n°394 mai 2012 p.13-15.
30.	Acomptes sur dividendes et dividendes fictifs, Revue fiduciaire comptable n°394 mai 2012 p. 16.
31.	Changement de référentiel de comptes consolidés, ANC Règlement 2012-02 du 7 mars 2012, Revue fiduciaire comptable n°394 mai 2012 p.4-5.
32.	Augmentation de capital par compensation de créances dans une SAS sans commissaire aux comptes, communication ANSA, comité juridique n°12-019 du 1 <sup>er</sup> février 2012, BRDA 9/12, p 3-4.
33.	Cession de droits sociaux sous la condition résolutoire de l'exercice d'un droit de préemption, (Cass. Com 14 février 2012 n°11-10.335 Sté Eofi c/Bihan), BRDA 9/12, p 4.
34.	Substitution d'un tiers dans le bénéfice d'une promesse synallagmatique de vente (Civ. III 12 avril 2012 n° 11-14.279 Zoubir c/Belhassen-Poiteaux ès Qual), BRDA 9/12, p 4.

## Jurisprudence

35.	<p>Arrêt CE Plénière 9 mai 2012 n°342221 et N°342222 Sté GBL ENERGY : retenue à la source sur les dividendes de source française versés à des sociétés non résidentes exonérées ou déficitaires : conformité à la liberté de circulation des capitaux (oui), Revue de droit fiscal n°20 du 17 mai 2012, p 9.</p> <p><a href="#">Document à télécharger</a></p>
-----	--

36.	Arrêt Cass.com 3 mai 2012 n°11-14.008 SARL ALEXANDRE HOLDING : visites et saisies domiciliaires, article 16 du LPF et secret professionnel de l'avocat, Revue de droit fiscal n°20 du 17 mai 2012, p 9.
37.	Arrêt CE Plénière 9 mai 2012 n°308996 STE EPI : Suppression rétroactive d'un crédit d'impôt- atteinte au droit au respect des biens au sens de la Convention EDH (oui), Revue de droit fiscal n°20 du 17 mai 2012, p. 10.  <a href="#">Document à télécharger</a>
38.	Arrêt CE 23 décembre 2011 n°341217 SARL CAMBE SPORT- A quelles conditions un contrat concédant la licence d'exploiter une marque constitue-t-il un élément incorporel de l'actif immobilisé?, Conclusions du rapporteur public Laurent Olléon, BDCF 3/12 n°27 p. 1-4.  <a href="#">Document à télécharger</a>
39.	Arrêt CE 23 décembre 2011 n°327562 Sté LAGARDERE – Comment estimer la valeur vénale d'actions ordinaires non cotées en présence d'actions de préférence? Conclusions du rapporteur public Edouard Geffray, BDCF 3/12 n°28 p. 5-9.  <a href="#">Document à télécharger</a>
40.	Arrêt CE 30 décembre 2011 n° 342567 SARL DISTRIPC, n°34568 SARL SMIE, n° 342566 SARL DISTRIBUR- Selon quelles modalités les sociétés civiles peuvent elles opter pour l'IS dans leur déclaration d'existence déposée auprès du centre de formalité des entreprises? Conclusions du rapporteur public Nathalie Escaut, BDCF 3/12 n°30 p. 14-18.  <a href="#">Document à télécharger</a>
41.	Arrêt CE 23 décembre 2011 n°338773 Min c/Sté MAYSAM FRANCE – L'option pour le report est-elle possible dans le délai de réclamation courant à compter de la naissance du déficit? Conclusions du rapporteur public Edouard Geffray, BDCF 3/12 n°31 p. 19-22.  <a href="#">Document à télécharger</a>
42.	Arrêt CE 23 décembre 2011 n°323189 Sté MERCEDES – Sous quelle forme et selon quelles modalités l'option pour la TVA par le loueur de locaux nus à usage professionnel doit-elle être faite? Conclusions du rapporteur public Pierre Collin, BDCF 3/12 n°32 p23-27.  <a href="#">Document à télécharger</a>
43.	Jugement TA Rouen 9 juin 2011 n° 1000092 ABRAHAM – Correction symétrique des bilans : le droit à l'oubli vaut-il pour les erreurs comptables délibérées? Conclusions du rapporteur public Thomas Bertoncini, BDCF 3/12 n°36 p.42-47.
44.	Arrêt CE 30 décembre 2011 n°330940 MOTTE SAUVAIGE - La donation-partage de titres d'une société, placés sous le régime d'imposition des plus-values, suivie de leur cession à une société civile contrôlée par le donateur, est-elle constitutive d'un abus de droit? Conclusions du rapporteur public Nathalie Escaut, BDCF 3/12 n°37 p. 48-53.  <a href="#">Document à télécharger</a>

45.	<p>CE QPC 15 décembre 2011 n°327204 ARDOIN – Question prioritaire de constitutionnalité : la pénalité de l'article 1759 respecte-t-elle, alors qu'elle est unique, les principes de proportionnalité et d'individualisation des peines? Conclusions du rapporteur public Julien Boucher, BDCF 3/12 n°38 p. 54-58.</p> <p><a href="#">Document à télécharger</a></p>
46.	<p>Arrêt CE 23 décembre 2011 n°330095 Sté D'ECONOMIE MIXTE LOCALE CITE DE LA MER ; n° 330094 Sté KEOLIS CHERBOURG – Article L190 du LPF : la règle de droit applicable en France dont un arrêt de la CJUE révèle la non-conformité au droit communautaire peut-elle résulter d'une instruction administrative? Conclusions du rapporteur public Vincent Daumas, BDCF 3/12 n°39 p.59-64.</p> <p><a href="#">Document à télécharger</a></p>

## Fiscalité internationale et communautaire

47.	<p>Le Commissaire Šemeta se félicite du fort soutien apporté par le Parlement européen à la taxe sur les transactions financières, Commission européenne 23 mai 2012.</p> <p><a href="#">Document à télécharger</a></p>
48.	<p>Commission européenne: Fiscalité de l'épargne : questions-réponses sur les règles européennes et les accords avec les pays tiers, Commission européenne, Memo 12/353 du 15 mai 2012.</p> <p><a href="#">Document à télécharger</a></p>

## B.O.I

49.	<p><a href="#">13 L-4-12</a> n° 55 du 21 mai 2012 : Avis rendus par le comité de l'abus de droit fiscal. Séances des 15 et 16 mars 2012.</p> <p><a href="#">Document à télécharger</a></p>
50.	<p><a href="#">4 H-6-12</a> n° 56 du 23 mai 2012 : Frais et charges. Aménagement des dispositifs de report en avant et en arrière des déficits subis par les sociétés passibles de l'impôt sur les sociétés. Article 2 de la loi n° 2011-1117 du 19 septembre 2011 de finances rectificative pour 2011. Article 31 de la loi n° 2011-1978 du 28 décembre 2011 de finances rectificative pour 2011.</p> <p><a href="#">Document à télécharger</a></p>